

Cependant, pour le moment, voilà ma façon de voir les problèmes, et voilà les politiques qui me semblent convenir.

Des voix: Bravo!

● (2130)

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ose affirmer que certains sont venus ici ce soir pour vivre le grand soir du combat sans merci du premier ministre (M. Trudeau) contre l'inflation. Or pendant près d'une heure et demie, nous avons simplement entendu le ministre des Finances (M. Turner) se livrer à une démonstration de pugilat verbal, et j'ai eu l'impression à mi-chemin de son discours, en fait même avant, qu'il aurait été très content de s'en tirer avec un match nul. Je dirai simplement à ceux qui sont venus ici pour assister à la mise à mort de l'inflation qu'il me fait grand plaisir qu'ils n'aient pas eu d'admission à payer.

Le ministre des Finances persiste à nous dire qu'il n'a aucune panacée à proposer contre l'inflation. Nous en convenons. Il ne propose rien du tout. Il dit qu'il ne propose rien pour maquiller l'inflation. J'en conviens encore. Évidemment, d'après lui, une retouche suffira, mais ce n'est pas l'opération complète. Il nous avertit que la guérison sera lente. Avec pareil gouvernement et pareil ministre, c'est à parier.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Un haut fonctionnaire d'un pays européen, récemment de passage au Canada, me demandait comment les Canadiens pouvaient avoir un taux d'inflation de 11 p. 100, alors que nous subvenons à nos besoins en pétrole et que nous le payons \$6.50 le baril. Il était étonné. Je lui ai demandé s'il connaissait notre ministre des Finances, qui est vraiment champion en matière d'inflation.

[Français]

J'aurais espéré que d'une façon générale le ministre et le gouvernement auraient modifié certaines de leurs orientations par rapport au contenu du budget présenté à la Chambre en mai dernier. C'était trop demander. Nous sommes en présence ce soir d'un budget qui offre toujours les deux mêmes vices: la confrontation et la suffisance.

[Traduction]

Quant à notre industrie extractive, monsieur l'Orateur, le ministre a modifié sensiblement les impôts qui frappent directement cette industrie. Il a feint au moins, semblait-il, de se montrer un peu plus conciliant envers les provinces mais, en somme, sa position en est encore une d'affrontement. Après avoir semé la confusion dans l'industrie, en mai, provoquant une réduction importante des travaux de prospection au Canada, ce qui était une folie à tous égards, il a confirmé sa position ici, ce soir, dans la mesure où il a effectué certains changements. Nous verrons quel sera l'effet de ses propositions sur les provinces, mais nous avons déjà été témoins des effets néfastes des politiques que le ministre présentait en mai.

Bien que le gouvernement ait eu des pensées sanguinaires à l'égard des ressources, pour ce qui est de l'inflation, c'est encore un tigre de papier. Dans son exposé de ce soir, le ministre a encore poussé plus loin son habitude de transformer la nécessité en vertu; sous prétexte de prudence, il tente de glorifier la lâcheté. Et il a recours pour ce faire à une avalanche de mots, ce qui me prouve que le gouvernement a abandonné la lutte contre l'inflation et qu'il s'appliquera maintenant à répéter à la Chambre

Le budget—M. Stanfield

encore et encore la même sempiternelle histoire de façon à la faire mourir d'ennui. Il réussit même à endormir les ministres eux-mêmes. Je dis ce qui est, monsieur l'Orateur, bien que je doive avouer qu'il m'est arrivé bien involontairement d'atteindre moi aussi ce résultat.

[Français]

Ce budget vient au lendemain d'une élection, alors que le gouvernement a reçu du peuple canadien un mandat précis pour gouverner ce pays. Il n'a pas à faire face à une situation minoritaire dans cette Chambre.

Une voix: C'est dans son intérêt.

M. Stanfield: Pourtant le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) en réclame tout le crédit, il ne pourrait pas gagner la victoire sans mon aide. Tant dans son propre intérêt que dans celui du pays, ce gouvernement ne saurait être dans une meilleure position pour exercer un leadership vigoureux et entreprendre un programme d'envergure pour s'attaquer à l'inflation.

[Traduction]

Le gouvernement ne craint pas d'être défait au cours de la présente législature. Point n'est besoin de farder les faits, sous prétexte d'élections imminentes. C'est en vain que l'on chercherait à justifier des mesures rigoureuses en se reportant à la gravité de la situation. On a établi depuis belle lurette que la situation est grave; même le discours du trône le reconnaissait. Bien que le gouvernement, de par sa position de force, soit en mesure d'agir énergiquement, il ne propose rien de mieux qu'une version à peine modifiée de son budget du 8 mai dernier—solution tout à fait insuffisante et dépassée.

Si je ne m'abuse, le ministre nous a présenté ce soir son quatrième exposé budgétaire.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous ne vous abusez pas.

M. Stanfield: S'il continue dans cette voie, nous allons pouvoir réciter de mémoire 90 p. 100 de son cinquième exposé budgétaire. Il nous suffira de faire quelques changements mineurs pour éviter les contradictions, et prendre la liberté d'inclure ces petites choses importantes pour tenir compte de la lâcheté et de la malhonnêteté intellectuelle.

Dans cette veine, monsieur l'Orateur, qu'aurait-il pu y avoir de plus malhonnête que les sermons du ministre sur l'offre qui durent depuis un an et demi? Il avait trouvé la clé pour forcer les prix à la baisse: accroître l'offre. C'était l'objectif du gouvernement. Le ministre voulait nous faire croire qu'il était la victime sans défense des éléments. Et surtout, n'oublions pas les difficultés que le pauvre garçon a subies à cause du mauvais temps.

Nous avons maintes fois averti le gouvernement que les hausses de prix causées par les perturbations de l'offre étaient assez sérieuses pour aggraver un début de psychose inflationniste qui doit être traitée énergiquement, sinon l'inflation par les coûts va causer des ravages dans notre société. Ces paroles ont été tournées en ridicule. Selon le ministre, ce n'était qu'un problème temporaire d'offre de toute évidence, c'était une autre de ces aberrations irritantes qui ne réussissent jamais à irriter les ministres des Finances de l'actuel gouvernement.

● (2140)

Voilà où nous en sommes, un peu plus de six mois après le dernier budget, qui préconisait encore cette unique stratégie pour juguler l'inflation et le ministre semble quelque peu dérouté.